

LA VERITE ET LA VIE POLITIQUE

Gbotta TAYORO

Université Félix HOUPHOUET-BOIGNY Abidjan-Cocody (Côte d'Ivoire)

tayorogbotta@yahoo.fr

Résumé

Le pouvoir d'État est l'enjeu majeur de l'activité politique. Pour le conquérir, l'exercer et le conserver efficacement, l'homme politique n'hésite pas à emprunter certaines méthodes moralement condamnables comme le mensonge. Il s'en dégage la thèse suivant laquelle vérité et politique sont, par essence, antithétiques de sorte que concevoir un projet politique fondamentalement véridique telle la callipolis platonicienne relève de l'utopie et de l'idéalisme. Et pourtant, l'histoire et l'actualité enseignent que sans la lumière de la vérité entendue comme fidélité à la parole politique donnée, respect scrupuleux de la loi étatique, conformité du discours public aux réalités socio-économiques de la cité, le vivre-ensemble est menacé de crise de confiance entre les gouvernants et le peuple d'une part et d'autre part l'État est exposé à l'instabilité. Ceci indique les limites du réalisme machiavélien pour qui la fin justifie les moyens en politique. C'est alors l'occasion de penser en profondeur la place de la vérité dans le champ délicat et complexe de la politique. Selon nous, la vérité est une exigence éthique capable d'encadrer l'action politique pour lui garantir sa grandeur et son humanisme. Notre propos consistera à porter un regard critique sur l'opinion faisant de la politique un espace ontologiquement réfracteur à la vérité.

Mots-clés : mensonge, morale, pouvoir, vérité.

Abstract

State power is the stake of political activity. To conquer it, exercise it and maintain it effectively, the politician does not hesitate to borrow certain morally reprehensible methods such as lying. From this emerges the thesis that truth and politics are, in essence, antithetical, so that to conceive of a fundamentally truthful political project such as the platonician calliopsis is utopian and idealistic. And yet, history and current events teach that without the light of the truth understood as fidelity to the political word given, scrupulous respect for State law, conformity of public discourse to the socio-economic realities of the city, living it-together is threatened with a crisis of confidence between the rulers and the people on the one hand and on the other hand the State is exposed to instability. This indicates the limits of Machiavellian realism for which the end justifies the means in politics. It is then an opportunity to think in depth about the place of truth in the delicate and complex field of politics. In our opinion, truth is an ethical requirement capable of framing political action to guarantee its greatness and humanism. Our purpose will consist in taking a critical look at opinion making politics a space ontologically refractor to the truth.

Keywords: lie, morality, power, truth

Introduction

La vérité est symbolisée par la lumière dont la seule apparition éloigne les ténèbres de l'ignorance et du mensonge. C'est en cela que pour Baruch de Spinoza (1965 : 117) « Comme la lumière se fait connaître elle-même et fait connaître les ténèbres, la vérité est norme d'elle-même et du faux ». La vérité étant son propre critérium, l'évidence de sa présence ou de son absence s'impose de façon éclatante. Pour ce qui est du champ politique, la présence lumineuse de la vérité tant souhaitée n'est pas toujours avérée tant et si bien que l'art de gouverner les peuples et de participer à l'administration des affaires publiques paraît se complaire dans les opacités brumeuses de la ruse et du mensonge.

Le récit de la fin tragique du grand Empereur Jules César dans la Rome antique en est une illustration significative. En effet, le 15 mars 44 avant l'ère chrétienne, en pleine séance du Sénat, le roi est victime d'un complot orchestré par des Sénateurs traîtres Rufus et Cassius en complicité avec Brutus, fils de l'Empereur. Posant son regard paternel sur l'auteur du parricide, Jules César prononça ce soupir devenu proverbial « *Tu quoque mi fili* » (Toi aussi mon fils !). Ce fait historique est le paradigme de la trahison et de la ruse politique dans la mesure où la participation de Brutus à l'assassinat de son père empereur accréditait la légitimité de cet acte et la véracité des raisons évoquées. Il fallait maquiller et falsifier les faits pour justifier la prise du pouvoir par la violence. Ici la vérité a dû être sacrifiée sur l'autel des ambitions politiques.

Il en est de même pour le premier martyr de la pensée philosophique dans la Grèce antique. En 399 avant Jésus-Christ, Socrate est traduit en justice et condamné à mort à boire la ciguë. Ce procès est celui du pouvoir politique contre la vérité. En fait, les tenants de la puissance publique d'alors ne supportaient pas la lumière de la maïeutique démasquant leur démagogie et leur sophistique. Dans *L'Apologie de Socrate* de Platon (23c-24b), Socrate déclare : « Je sais assez bien que ce soit en disant la vérité que je me fais des ennemis ». De fait, la vérité socratique a consisté à faire l'examen des savoirs des Athéniens considérés comme des références dans les domaines des arts, des métiers et de la politique. Il n'en fallait pas plus pour déclencher une hostilité haineuse contre le maître vénéré de Platon. Parmi les trois accusateurs (Mélétos, Lycon et Anytos), Anytos est l'incarnation du refus de la vérité au nom des intérêts politiques. Pour Luc Brisson, commentateur de ce dialogue de jeunesse

de Platon (1997 : 25) : « Aux yeux d'Anytos, les valeurs sur lesquelles une société est fondée ne doivent ni n'être critiquées ni même étudiées, mais seulement reproduites. Avec ce personnage, l'accusation portée contre Socrate prend toutes ses dimensions sociales et politiques ». Les deux récits susmentionnés ont un dénominateur commun : Le monde politique redoute la lumière de la vérité. Il lui préfère les contre-valeurs de la ruse et du mensonge.

Si telle est la nature des relations entre la vie politique et la vérité, comment expliquer que les tenants du pouvoir tiennent-ils toujours à présenter leur version officielle des faits comme l'expression de la vérité ? Dans le cas spécifique de l'accusation portée contre Socrate, il lui est reproché de déstabiliser la cité athénienne en ne sacrifiant pas aux dieux de l'État, en inventant de nouvelles divinités et en corrompant la jeunesse. Ce discours est présenté par le pouvoir comme la vérité justifiant la condamnation de Socrate. Faut-il alors en inférer que la politique a ses propres critères de vérité liés aux rapports de force et d'intérêts du moment ? Par ailleurs, si la vérité est en terre étrangère ou considérée comme *persona non grata* dans le champ politique, comment pouvons-nous établir les frontières entre la bonne et la mauvaise politique ?

1- De l'éternel conflit entre la politique et la vérité

La lumière de la vérité comme *adequatio rei et intellectus* (conformité de la pensée et de la réalité) a du mal à étendre ses rayons translucides dans les dédales tortueux et les labyrinthes complexes du monde politique. Est-ce la vérité qui peine à s'adapter aux nécessités de la politique entendue comme art de conquérir le pouvoir et de gouverner la cité ? Ou bien est-ce la vie politique qui, par essence et par définition, est incompatible avec les valeurs de la vérité ?

1.1. La vérité face à la diversité des systèmes politiques

Au plan théorique et doctrinal, le champ politique est partagé par une floraison de systèmes et de courants aussi divers que divergents. Cet état de fait lié à la diversité des théories politiques semble consacrer le relativisme dans la construction de la vérité politique. En effet, au niveau des régimes politiques, la théocratie, la monarchie, l'aristocratie, la

technocratie, la démocratie, la tyrannie, l'anarchie, etc. se présentent comme les divers visages du pouvoir politique. Chaque système dégage sa vision et son organisation en prétendant offrir aux sociétés humaines la meilleure forme d'organisation du pouvoir. Il est vrai que de nos jours, la démocratie en tant que régime consacrant la souveraineté du peuple paraît l'emporter sur les autres, mais il n'est pas plus vrai que ceux-ci. D'ailleurs, au nom de quels critères, peut-on dire que tel système politique serait-il plus porteur de vérité que tel autre d'autant plus que, selon les époques et les sociétés, ces régimes ont régenté la vie des peuples ?

Prenons le cas particulier de la démocratie. Elle semble faire l'unanimité des esprits en matière de garantie des libertés d'opinion et d'expression, d'égalité de droits, de défense des droits fondamentaux de la personne humaine. Malgré ses promesses, ce système donne lieu à plusieurs interprétations et fait l'objet de critiques multiformes. Par exemple, Jean-Jacques Rousseau, défenseur de ce régime, reste très critique à l'endroit de la démocratie représentative ou délégative. Il doute fort bien de l'existence de la véritable démocratie : « À prendre le terme dans la rigueur de l'acception, il n'a jamais existé de véritable Démocratie, et il n'en existera jamais. Il est contre l'ordre naturel que le grand nombre gouverne et que le petit soit gouverné. On ne peut imaginer que le peuple reste incessamment assemblé pour vaquer aux affaires publiques et l'on voit aisément qu'il ne saurait établir pour cela des commissions sans que la forme de l'administration change » (Rousseau, 2019 : 53).

Toujours dans le même *Du contrat social*, aux chapitre IV du livre III traitant « Des députés ou représentants », Rousseau établit que toute représentation de la souveraineté du peuple est source d'aliénation au motif que la volonté générale qui est le socle fondateur de la démocratie ne saurait être déléguée sous peine d'être dénaturée : « La souveraineté ne peut être représentée, par la même raison qu'elle ne peut être aliénée ; elle consiste essentiellement dans la volonté générale et la volonté générale ne se représente point : elle est la même, ou elle est autre ; il n'y a point de milieu. Les députés du peuple ne sont donc ni peuvent être ses représentants, ils ne sont que ses commissaires, ils ne peuvent rien conclure définitivement. Toute loi que le peuple en personne n'a pas ratifiée est nulle ; ce n'est point une loi » (Rousseau, 2019 : 73).

Déjà dans l'antiquité, Platon était très réservé quant à la capacité de la démocratie à assurer la stabilité de l'État et la bonne conduite des affaires publiques. Quand la liberté de tous se transforme en licence de liberté, la démocratie se mue en anarchie et le désordre s'installe dans la cité. À cause des risques de crises socio-politiques liées à ce système politique, l'auteur de *La République* préfère l'aristocratie à la démocratie parce que la justice au sens platonicien est d'abord l'harmonie résultant du respect de l'ordre hiérarchique entre les classes des magistrats, des guerriers et des artisans. La liberté démocratique excessive est comparée à une boisson enivrante capable de conduire à un pandémonium incontrôlable. Selon Platon (1966 : 322, VIII / 562a-563a) : « Lorsqu'une cité démocratique, altérée de liberté, trouve dans ses chefs de mauvais échansons, elle s'enivre de ce vin pur au-delà de toute décence ». C'est pratiquement les mêmes faiblesses que met en exergue Rousseau (2019 : 53-54) : « Il n'y a pas de gouvernement si sujet aux guerres civiles et aux agitations intestines que le Démocratique ou le populaire, parce qu'il n'y en a aucun qui tende si fortement et si continuellement à changer de forme, ni qui demande plus de vigilance et de courage pour être maintenu dans la sienne ».

L'examen critique fait au régime démocratique pourrait s'appliquer également à tous les autres systèmes politiques pour aboutir à cette idée que non seulement chacun présente des limites internes et externes mais aussi que la question de vérité devient problématique quand il s'agit de les apprécier. Dans le champ politique, tout comme dans l'agir moral, dans la pratique religieuse ou dans les usages civilisationnels, les notions de vérité et de fausseté ne sont point opératoires. Elles s'inscrivent plutôt dans la grille de lecture des concepts de Bien et de Mal dans la mesure où les systèmes politiques se fondent sur des choix de valeurs liées à la vie des hommes dans leur vivre ensemble. Ainsi tandis que la démocratie met l'accent sur la liberté et la souveraineté collective, la monarchie chérit l'autorité de l'État incarnée par le monarque qui concentre entre ses mains tous les pouvoirs, sans omettre par ailleurs l'aristocratie qui magnifie les vertus de la noblesse et de l'élite dans la conduite des affaires de l'État.

Toutefois, bien que tous ces régimes politiques soient adossés à des choix de valeurs humaines aussi diverses qu'acceptables selon les visions et les sensibilités des acteurs politiques, ils donnent lieu à des débats et

controverses idéologiques prétendant à la connaissance de la vérité en vue du bonheur réel des hommes. En cela, la vérité de toute doctrine politique paraît se loger dans le moule du Bien à apporter et du Mal à combattre. C'est sous cet angle que l'on pourrait expliquer les critiques de Karl Marx et Friedrich Engels contre les penseurs socialistes Saint Simon, Fourier et Owen. Ils traitent ceux-ci de penseurs utopistes parce que, selon eux, leurs analyses de la société bourgeoise est erronée tout comme les solutions qu'ils préconisent pour résoudre la question sociale de la classe ouvrière. Dans son *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, F. Engels (2019 : 44), caricature leurs idées socio-politiques en ces termes : « Tous les trois ont ceci de commun qu'ils se donnent comme les représentants des intérêts du prolétariat (...) Ainsi que les philosophes français du XVIII^e siècle, ils se proposèrent d'affranchir non pas une classe déterminée, mais l'humanité entière comme eux, ils voulurent établir le règne de la raison et de la justice éternelles ». En effet, Marx et Engels estiment que le socialisme et le communisme peuvent et doivent se fonder sur une théorie scientifique des faits socio-économiques et historiques pour échapper à l'idéologie et à l'utopie. Il faut donner au mouvement socialiste, prélude à l'avènement de la société communiste, une base théorique relevant de la connaissance du vrai et du faux.

C'est dans cette optique que Marx et Engels engagent leurs croisades à la fois contre les économistes classiques tels Adam Smith et David Ricardo et contre les socialistes de l'école humanitaire et philanthropique. Dans *Misère de la philosophie*, Marx va élaborer une critique contre le socialiste Pierre-Joseph Proudhon, auteur du concept de valeur constituée conçu comme la synthèse entre la valeur utile et la valeur échangeable d'un produit : « La théorie des valeurs de Ricardo est l'interprétation scientifique de la vie économique actuelle : la théorie des valeurs de M. Proudhon est l'interprétation utopique de la théorie de Ricardo » (Marx, 1996 : 80). L'on remarque que pour le père du matérialisme historique, les faits économiques, sociaux et politiques sont intimement liés. Ainsi « Les mêmes hommes qui établissent les rapports sociaux conformément à leur productivité matérielle produisent ainsi les principes, les idées, les catégories, conformément à leurs rapports sociaux » (Marx, 1996 : 137). Mais en voulant traiter les doctrines et théories socio-politiques comme le libéralisme, le socialisme et le communisme comme des faits consécutifs aux lois économiques en dehors de toute utopie, Karl Marx

a pensé que la politique peut entrer dans le moule du vrai et du faux. Cette approche s'est avérée être elle-même piégée par l'idéologie et l'utopie en ce sens que tout ce qui regarde les conceptions du monde, les projets de société, l'organisation de l'État, les systèmes et régimes politiques, se situent dans le champ de valeurs et d'idéaux relevant de l'interprétation et non de la connaissance scientifique. Il faut en retenir que le monde politique, en ce qu'il nous présente une diversité de régimes et de convictions idéologiques, ne peut pas, *a priori*, prétendre à la vérité sous sa forme scientifique, à moins d'admettre que chaque chapelle politique est vraie et fautive en elle-même en rapport avec les aspirations et rêves du genre humain. Mais au-delà des convictions idéologiques dont la véracité est difficile à établir, il ne faut pas perdre de vue qu'au plan pratique les méthodes utilisées sont souvent aux antipodes de la vérité comme valeur éthique.

1.2. La vérité face aux calculs politiques

L'action politique est gouvernée par des impératifs pratiques : conquérir et conserver le pouvoir d'État d'une part et d'autre part gouverner l'État et protéger les intérêts des citoyens. Dans l'un et l'autre cas, l'homme politique est en quête de stratégies capables de lui permettre de réaliser ses objectifs. À ce titre, toutes les voies et tous les moyens semblent appropriés pour agir efficacement. Le plus important et l'essentiel résident dans les résultats. Dans ces conditions, la vérité n'est pas une valeur absolue. Bien au contraire, la lumière impartiale et objective sur les réalités et sur les intentions des acteurs politiques est à redouter. Mieux voudrait lui préférer le mensonge et la ruse au nom de l'efficacité de l'action politique.

Le philosophe classiquement évoqué pour soutenir la thèse du mensonge et de la ruse comme armes politiques nécessaires et incontournables est le florentin Nicolas Machiavel, auteur de *Le Prince* et du *Discours sur La Première Décade de Tite-Live*. Mais pourquoi, selon ce penseur politique de la Renaissance italienne, la vérité n'est-elle pas toujours utile au prince et que le non-respect des promesses faites ne doit-il pas demeurer un facteur limitant de l'action politique ? Il faut se référer à sa vision pessimiste de la nature humaine. En effet, le citoyen que le prince est appelé à diriger n'est pas toujours friand de vérité et fidèle à sa propre parole dans les rapports avec autrui. Pour N. Machiavel (1996 : 154) : « Un souverain sage ne peut ni ne doit observer sa parole, lorsqu'un tel

comportement risque de se retourner contre lui et qu'ont disparu les raisons qui la firent engager. Si les hommes étaient tous bons, ce précepte ne serait pas bon ; mais, comme ils sont méchants et n'observeraient pas leur parole envers vous, vous non plus n'avez pas à l'observer envers eux. Jamais à un prince n'ont manqué des motifs légitimes de garder son manque de parole ».

Le symbole à imiter ici est le renard dans ses aptitudes à simuler et à dissimuler. Le propre de l'homme politique, au sens machiavélien, est de savoir être simulateur c'est-à-dire soigner l'apparence et produire une bonne image de marque de sorte à se faire aimer par le peuple. Il est absolument nécessaire de sembler posséder les qualités éminentes et honorables comme la loyauté, la bonté, le courage, la générosité, la charité, l'intégrité, l'humanité, la piété, la miséricorde, etc. En effet, ce n'est pas avec les qualités morales réellement vécues en toute vérité que le pouvoir assure sa pérennité et son effectivité. C'est par la belle apparence qui est un savant mensonge au peuple et ce, par le simple fait que les hommes s'en tiennent plus à ce qu'ils voient qu'à ce qu'ils expérimentent. N. Machiavel (1996 : 155) le souligne explicitement au chapitre XVIII de *Le Prince* : « Les hommes en général jugent plus selon leurs yeux que selon leurs mains, car chacun a la capacité de voir mais peu celle de ressentir. Chacun voit ce que vous paraissez, peu ressentent ce que vous êtes (...) Dans les actions de tous les hommes et surtout des princes, où il n'est pas de tribunal à qui recourir, on considère la fin. Qu'un prince donc s'efforce de vaincre et de conserver son pouvoir, les moyens seront toujours jugés honorables et loués de tous ».

À s'en tenir aux propos du Florentin, le plus important réside dans les résultats attendus et les fins escomptées. Peu importe la qualité morale des moyens utilisés et des voies empruntées. Il faut d'un côté sauvegarder le pouvoir et de l'autre assurer la sécurité et la stabilité de l'État. Face à ces nécessités politiques, la vérité peut s'avérer nuisible voire dangereuse d'autant plus que pour obtenir le pouvoir et l'exercer, le prince est souvent appelé à poser des actes délictueux et à prendre des décisions moralement douteuses comme éliminer un adversaire encombrant, falsifier les faits ou masquer la vérité pour ne pas fragiliser le régime en place. Ainsi, au nom du pouvoir, les ténèbres du mensonge sont préférées à la lumière de la vérité car les couloirs de la domination politique sont jonchés de compromis complexes et de compromissions

multiformes dont le dévoilement pourrait souiller la bonne réputation des tenants du pouvoir et les exposer au mépris du peuple. Ici, la vérité entendue comme la transparence dans les affaires de l'État devient une véritable menace. En la matière N. Machiavel (1996 : 148) prévient : « Un homme qui veut en tous les domaines faire profession de bonté, il faut qu'il s'écroule au milieu de gens qui ne sont pas bons. Aussi est-il nécessaire à un prince, s'il veut se maintenir, d'apprendre à pouvoir ne pas être bon, et à en user et n'en pas user selon la nécessité ».

La théorie machiavélique du lien ombilical entre la ruse et la pratique politique s'inscrit dans une vision réaliste aux antipodes de l'idéalisme de l'utopie d'un Thomas More. Aussi, N. Machiavel (1996 : 148) énonce-t-il : « Mon intention étant d'écrire des choses utiles à qui les écoute, il m'a semblé plus pertinent de suivre la vérité effective des choses que l'idée que l'on s'en fait. Nombreux sont ceux qui se sont imaginé des républiques et des monarchies dont l'on n'a jamais vu ni su qu'elles aient vraiment existé ». Parmi les théoriciens critiqués l'on peut aisément penser à Platon, concepteur de la Callipolis. Mais, paradoxalement, ce philosophe ayant érigé les vertus de vérité et de justice en des valeurs cardinales au cœur de son projet politique, recommande le recours au mensonge dans l'exercice du pouvoir d'État. Il en fait un remède que les dirigeants doivent savoir exploiter pour le maintien de la sécurité et de l'unité de la cité. Dans *La République*, Platon (388d-389d) reconnaît aux chefs le droit du mensonge dans l'intérêt de tous : « Et s'il appartient à d'autres de mentir, c'est aux chefs de la cité pour tromper dans l'intérêt de la cité, les ennemis ou les citoyens ». N'est-ce pas ce qui justifie la création des services secrets dans le fonctionnement de la puissance publique ? Peut-on efficacement exercer le pouvoir politique dans la transparence totale sans cacher certaines vérités jugées trop sensibles ? Ceci pose le problème du secret et de la vérité au cœur de la vie politique. Aucun État ne peut se passer des secrets dans la mesure où les informations touchant à la défense, à la sécurité et même à la concurrence économique ne peuvent être rendues publiques sous peine d'affaiblir ledit État. Pour ce qui est par exemple des secrets militaires, aussi bien en temps de guerre qu'en temps de paix, il serait suicidaire d'étaler aux yeux de tous toutes les stratégies et tous les plans. C'est le rôle de la diplomatie de l'ombre, des négociations souterraines, des coalitions et alliances quelques fois contre nature pour faire face à des crises ou

anticiper des actions salutaires pour l'État et le peuple. Que seraient nos États sans l'espionnage et le contre-espionnage ? Que serait le pouvoir politique sans les services secrets, les services spéciaux et leurs informations classées très confidentielles au profit de l'intérêt général ? Toutefois, il faut distinguer le mensonge de la confidentialité. Dans les deux cas, la vérité n'est pas dite, elle est cachée et dissimulée. Mais tandis que le menteur cherche à tromper en simulant le vrai, le confident secret pose un acte de voilement par un silence qu'il espère protecteur de la multitude. Saint Augustin dans son écrit *Sur le mensonge* (2019 : 10) fait un éclairage à ce sujet : « Cacher la vérité n'est pas la même chose que dire un mensonge. Tous ceux qui cachent la vérité ne sont pas des menteurs, et nous occultons souvent la vérité non seulement en mentant mais en nous taisant ». Que ce soit pour des motifs nobles ou mensongers, la vérité fait l'objet d'ostracisme et de manipulation à des fins politiques dans les relations entre les États et dans les rapports entre le pouvoir et le peuple. En effet, dans le choix des valeurs et des intérêts, l'homme politique est souvent contraint de taire, maquiller, relativiser ou nier la vérité des faits. Nous avons encore en mémoire les grands mensonges du Président Georges Bush sur de prétendues armes nucléaires en Irak pour légitimer les attaques américaines contre le régime de Saddam Hussein en 2003.

Il est entendu que la cohabitation entre la politique et la vérité reste problématique, tumultueuse et conflictuelle. Faut-il en déduire une incompatibilité ontologique ? Que deviendrait la vie politique sans la lumière de la vérité même si celle-ci semble redoutée ou placée sous les boisseaux du trône et du palais ?

2- La vérité : une exigence de la vie politique

Il est impossible de traiter du problème des relations entre la vérité, le mensonge et la politique sans mentionner, au titre des philosophes contemporains Hanna Arendt. En effet cette philosophe américaine d'origine judéo-germanique (1906-1975), reconnaît que la pratique politique est inséparable de la manipulation des faits dans *Du mensonge à la violence* (1972: 3): « Le secret – ce qu'on appelle diplomatiquement la discrétion, ou encore *arcana imperii*, les systèmes du pouvoir – la tromperie, la falsification délibérée et le mensonge pur et simple

employés comme moyens légitimes de parvenir à la réalisation d'objectifs politiques, font partie de l'histoire aussi loin qu'on remonte dans le passé. La véracité n'a jamais figuré au nombre des vertus politiques, et le mensonge a toujours été considéré comme un moyen parfaitement justifié dans les affaires politiques ».

Le diagnostic posé, il s'en suit un examen critique indiquant la dangerosité du recours systématique au mensonge dans les affaires publiques. Dès lors, la vérité est revendiquée et réclamée impérativement dans l'action politique pour au moins deux raisons importantes : l'efficacité de l'action politique et l'humanisation de la pratique politique.

2.1. La vérité comme condition de l'efficacité politique

L'homme politique est appelé à participer aux affaires de l'État et à prendre des décisions engageant la vie de toute la nation. C'est une responsabilité importante qui exige de lui un minimum de connaissances pour la maîtrise des dossiers à traiter. Il est évident que l'ignorance, l'improvisation, l'approximation et les connaissances erronées ne peuvent en aucun cas lui permettre d'agir efficacement. À ce niveau, la vérité s'identifie à la connaissance de la réalité et s'oppose à l'erreur. Il s'agit du savoir vrai, du savoir du vrai et du réel au sens rationnel et scientifique. En effet, même si la politique nous introduit dans un univers idéologique donnant lieu à des interprétations plurielles liées à nos choix subjectifs de valeurs éthico-politiques, il faut admettre que la connaissance objective des faits a une place incontournable dans la conduite de l'État et l'exercice du pouvoir politique.

Tout comme la connaissance théorique des lois des phénomènes constitue un instrument indispensable pour asseoir notre pouvoir technique sur le réel et « nous rendre ainsi comme maîtres et possesseurs de la nature » selon le mot de René Descartes (2000: 153), la connaissance des rouages de l'appareil de l'État, du droit, des finances publiques, de l'histoire, des us et coutumes, des réalités économiques, de la démographie, etc. est le gage de l'élaboration efficiente de projets et de politiques socio-économiques d'un pays. Comment peut-on aspirer gouverner un État si le savoir sur ses capacités et ses limites, ses potentialités et ses faiblesses, sa situation géostratégique et son poids économique, sa structure sociologique et ses relations internationales, est royalement méconnu ? C'est l'acquisition de la vérité portant sur ces

différents domaines de la vie nationale qui donne à l'homme politique une assurance et une contenance dans l'exercice de ces fonctions régaliennes. On ne peut donc pas ne pas reconnaître le rôle éminemment précieux de la lumière de la connaissance vraie dans la gestion du pouvoir de la cité. De fait, sans cette lumière, l'action politique est exposée à l'incompétence et à l'inefficacité dans la mesure où l'ignorance des faits de société et du fonctionnement des services et institutions de l'État, est l'acte de signature de l'incurie des hommes politiques médiocres.

C'est sans doute pour ne pas subir l'ignominie de l'inculture politique que le roi Salomon demanda la grâce de la sagesse qui est l'autre nom de la connaissance de la vérité et du discernement du bien et du mal. La renommée de ce roi d'Israël motiva la reine de Saba à faire le pèlerinage d'Égypte en Palestine pour s'abreuver à la source vivifiante du fils de David dont le rayonnement mondial et historique reposait sur la connaissance des hommes et de leurs intérêts. Dans le texte vétéro-testamentaire « Premier livre des Rois » (3, 7-9), le jeune roi nouvellement installé sur le trône théocratique fait cette prière à Dieu : « Je suis un tout jeune homme, je ne sais pas agir en chef. Ton serviteur est au milieu du peuple que tu as élu, un peuple nombreux, si nombreux qu'on ne peut le compter ni le recenser. Donne à ton serviteur un cœur plein de jugement pour gouverner ton peuple, pour discerner entre le bien et le mal, car qui pourrait gouverner ton peuple, qui est si grand ? ». La suite enseigne que le Dieu exauça la requête de Salomon et lui fit don de la connaissance de la vérité et du bien pour féconder et fortifier son règne.

De nos jours, avec la croissance et la profusion des connaissances de plus en plus complexes et spécialisées, les leaders politiques ont compris qu'il est absolument nécessaire de bénéficier de la lumière du savoir pour espérer apporter des réponses idoines aux préoccupations politiques, sociales, économiques des populations. Non seulement ils font l'effort de s'informer sur ce qui se passe dans la société pour acquérir une certaine culture générale sur tous les sujets mais aussi et surtout, ils s'entourent d'experts dans les divers secteurs de la vie publique. Ce sont les différents conseillers qui, sans être des acteurs directement politiques, éclairent les personnalités politiques dans leurs orientations idéologiques, leurs analyses, leurs prises de position et de décision sur tel ou tel sujet. Quelle serait la valeur des actes politiques sans l'appui juridique, administratif, technique et scientifique des spécialistes considérés comme

des disciples de la vérité ? Voilà pourquoi les savants et les philosophes, amis et quêteurs de la vérité, ont leur place dans la cour des rois. D'ailleurs, à ce propos, René Descartes (1970 : 558) proclame la grande utilité des philosophes dans la vie de l'État : « Chaque nation est d'autant plus civilisée et polie que les hommes y philosophent mieux (...) C'est le plus grand bien qui puisse être dans un État que d'avoir de vrais philosophes »

La vérité produite par le savoir est d'autant plus incontournable et irréfragable dans l'action politique que la réalité qu'elle est censée représenter s'impose toujours. En effet, les faits sont têtus et sacrés. L'homme politique, pour ses besoins et intérêts a souvent tendance à ruser avec la vérité et à tenir une parole vraisemblable allant dans le sens des désirs et des émotions des peuples. C'est le propre des politiciens sophistes et démagogues dont la mise à nu par Socrate lui a valu d'être inculpé et condamné à mort. Mais, la falsification de la réalité par le discours mensonger et la manipulation des faits habillée de la toge contrefaite des belles apparentes de vérité sont incapables de changer l'ordre irrécusable des choses. Par exemple, un pouvoir politique qui fait croire à l'opinion nationale et internationale que son pays jouit d'une croissance économique à deux chiffres et que son peuple bénéficie d'une certaine prospérité tandis que le chômage endémique des jeunes diplômés, l'insécurité galopante, la paupérisation des classes populaires, la dégradation des systèmes éducatifs et sanitaires, etc. sont le lot quotidien de ses concitoyens, ce pouvoir-là s'expose tôt ou tard au démenti de ses propres déclarations par la révélation de la dure réalité. C'est pourquoi Hanna Arendt (1972 : 3) conseille aux décideurs politiques de toujours préférer la vérité au mensonge puisque celle-là finit toujours par se faire jour contre les ombres de celui-ci : « En temps normal, la réalité, qui n'a pas d'équivalent, vient confondre le menteur. Quelle que soit l'ampleur de la trame que peut présenter le menteur expérimenté, elle ne parviendra jamais, même avec le concours des ordinateurs, à recouvrir la texture entière du réel ».

Malheureusement c'est ce qui se passa pour l'exécutif américain en 1971. En effet, la presse écrite a révélé des documents classés secret défense portant sur la défaite des troupes militaires pendant la guerre au Vietnam. Après une analyse critique de ces informations militaires, la philosophe américaine en tire des leçons philosophiques sur l'art du mensonge

politique dans *Du mensonge à la violence*. L'amère expérience du Pentagone qui a caché la vérité aux Américains par des méthodes de tromperie et de falsification délibérée, amène Hanna Arendt à soutenir la thèse de l'efficacité de la vérité et de l'inefficacité du mensonge dans l'action politique. Nous observons aujourd'hui le même phénomène avec le récent retrait des militaires américains et européens de l'Afghanistan après plus de vingt ans de guerre infructueuse des Occidentaux contre les Talibans.

2.2. La vérité comme facteur d'humanisation de la pratique politique

Outre le fait que la lumière de la vérité sert de boussole précieuse à l'action de l'homme politique, elle est plus que nécessaire pour redorer le blason maintes fois terni de l'activité politique. En effet, que de préjugés négatifs, que de clichés péjoratifs, que de méfiance et de dégoût à l'égard de la chose politique ! Beaucoup d'hommes et de femmes talentueux à tous égards, s'abstiennent de s'engager dans l'arène politique à cause des risques énormes de violence, de souffrance, de mensonge, de manipulation, de tribulation, de diffamation, de persécution, de tueries, de crimes et de morts. La politique fait peur. Elle est redoutable et redoutée. Elle semble rimer avec apogée et décadence, grandeur et déchéance, exaltation et humiliation, ascension et descente aux enfers, dans un environnement de trahison et d'hypocrisie, de cynisme froid et de machiavélisme calculateur. Cette image de la politique comme une activité intrinsèquement amoralisée et immorale sacrifiant les valeurs éthiques sur le sinistre autel des passions immodérées du pouvoir n'est pas, à notre avis, le sens véritable de la politique. Elle n'en est qu'une parodie caricaturale. Elle ne peut en être l'essence archétypale. Pourquoi l'humanité a-t-elle pu souiller la belle et immaculée robe de celle-là qui est avant tout, sacerdoce et service du bien commun ? Mieux, comment renouer la pratique politique avec son concept originel et humaniser l'art de gouverner la cité ? La réponse à ce questionnement est sans ambiguïté pour nous : le devoir de vérité.

Chez le philosophe allemand Emmanuel Kant, la vérité comme toutes les exigences morales, est un impératif catégorique dans la sphère politique à telle enseigne qu'il récuse l'idée d'un prétendu droit de mentir. Dans son *Projet de paix perpétuelle* (2006 : 123), il affirme la prééminence

des principes éthiques sur les nécessités politiques en ces termes : « La vraie politique ne peut faire un pas sans avoir d'abord rendu hommage à la morale (...) Il faut tenir le droit des hommes pour sacrer quoi qu'il coûte de sacrifices au pouvoir dominant (...) il faut que toute politique plie le genou devant le droit ». Dans son texte, Kant fait une nette distinction entre la politique empirique, c'est-à-dire telle qu'elle se pratique dans les faits concrets et la vraie politique telle qu'elle est devrait de se faire, conformément à sa vocation. Autrement dit, en dehors des normes morales et des principes éthiques comme le devoir de vérité, l'activité destinée à administrer l'État et à prendre part à la destinée des peuples est vouée à la dénaturation. Ceci peut sembler utopique et idéaliste puisque le pragmatisme politique doublé d'un utilitarisme sans état d'âme érige les contre-valeurs en des outils politiques plus rentables que l'éthique des principes. Mais Kant en est pleinement conscient puisqu'il reconnaît que la voie de la vérité est certes pénible, étroite et rocailleuse mais elle est la seule par laquelle la politique « peut, en revanche, espérer, même si c'est long, parvenir à un niveau où son éclat brillera de manière durable » (Kant, 2006 : 123).

La conviction kantienne de la vérité comme valeur morale susceptible de garantir à la politique un développement lumineux durable s'éclaire davantage quand l'on fait référence à la controverse opposant ce philosophe allemand du siècle des Lumières à l'essayiste français Benjamin Constant. Pour ce dernier, il faut se garder d'absolutiser le devoir de vérité car il y a des circonstances où l'on peut ou doit mentir par humanité. Face au rigorisme kantien, Constant opte pour le réalisme moral pour sauver par exemple la vie d'un ami en danger de mort venu se réfugier chez nous pour échapper à un assassin à ses trousses. Pour Kant, quelles que soient les situations en présence, la vérité doit toujours être dite. Ramené au monde politique, aucun projet de société, aucune vision politique, aucune raison d'État, ne peuvent justifier que l'homme puisse cacher la vérité et mentir. Aussi, E. Kant (2006 : 147) soutient-il : « le mensonge (...) est le véritable lieu de corruption de la nature humaine (...) Seul le commandement : Tu ne dois pas mentir (fût-ce dans l'intention la plus pieuse) admis au plus profond de soi-même (...) pourrait non seulement y amener la paix perpétuelle, mais même l'observer à jamais ». C'est une exigence d'être toujours véridique non seulement pour ne pas nier en nous et dans la personne d'autrui la dignité

humaine qui est sacrée mais également pour créer les conditions d'une véritable paix. C'est parce que ce principe du devoir de vérité est souvent violé dans les rapports entre le pouvoir et les citoyens d'une part et d'autre part entre les États que la politique nationale et internationale menace la stabilité et la paix dans les États et dans le monde.

Le respect scrupuleux de la parole donnée, du serment prêté, des engagements pris, des accords signés, des promesses faites, crée inmanquablement la confiance. Or, la confiance est le socle fondateur de la paix durable et de la stabilité. C'est le fruit du devoir de vérité en toutes circonstances et du refus systématique du mensonge. En effet, quand le mensonge devient une méthode de gouvernement, quand les tenants du pouvoir ou les aspirants au pouvoir mentent aux citoyens et militants, quand la vérité comme fidélité aux clauses de contrat est transgressée, c'est l'ouverture de la boîte de Pandore et les causes inauguraux des crises socio-politiques sur fond de méfiance et de sentiment de trahison. La présente crise des sous-marins entre la France, l'Australie et les États-Unis illustre fort bien l'exigence de vérité dans les rapports entre les États comme gage de paix. Le 15 septembre 2021, les autorités australiennes rompent unilatéralement un gros contrat de plus de cinquante milliards d'euros pour l'achat de douze (12) sous-marins. Se détournant de la France, l'Australie décide de commercer avec les États-Unis d'Amérique, mettant ainsi fin à un accord passé depuis 2016. Le chef de la diplomatie française a qualifié ce comportement d'un poignard planté dans le dos d'un allié par un allié. Le devoir de vérité aurait prévalu qu'une telle rupture ne serait pas intervenue.

De son côté, Hanna Arendt va jusqu'à penser que le mensonge et la duperie pratiqués par le pouvoir infantilisent et déshumanisent un peuple. Ce n'est que par la vérité que la politique assure la dignité, le génie créateur, la liberté et la maturité d'un peuple. Dans *Du mensonge à la violence* (1972 : 3), elle dénonce les effets pernicieux du mensonge politique : « Quand tout le monde vous ment en permanence, le résultat n'est pas que vous croyez ces mensonges, mais que plus personne ne croit plus rien. Un peuple qui ne peut plus rien croire ne peut pas se faire une opinion. Il est privé non seulement de sa capacité d'agir, mais aussi de sa capacité de penser et de juger. Et, avec un tel peuple, vous pouvez faire ce que vous voulez ». C'est dire que la vérité est le paravent éthique et politique contre les régimes totalitaires qui raffolent de mensonges.

Conclusion

À première vue, la vérité sous sa double dimension épistémique et éthique, paraît former avec le pouvoir politique un couple à scandales dont le parcours historique et actuel dessine une odyssée tumultueuse. Le philosophe Platon lui-même, thuriféraire des valeurs de vérité et de justice dans la conduite des affaires de l'État, accorde un régime d'exception au mensonge. Pour l'auteur de *La république* (459b-460a) : « Nous avons dit que de telles pratiques étaient utiles sous forme de remèdes ». Mais, à l'évidence, ce qui passe pour être un fait accidentel et exceptionnel, tend à s'institutionnaliser en une pratique essentielle et structurelle à tel point que dans l'opinion publique, vérité et politique s'excluraient mutuellement tandis que mensonge et art de gouverner convoleraient en noces romantiques.

Pour notre part, la vérité demeure une vertu politique par excellence à triple titre. D'abord, en tant qu'expertise portant sur les réalités sociales, économiques, culturelles, diplomatiques, publiques d'un pays, la vérité confère un cachet de compétence aux acteurs politiques. Elle nous éloigne de l'asile de l'ignorance et nous fait entrer dans la demeure de la connaissance rationnelle des dossiers dont la maîtrise est un signe de maturité politique aussi bien pour les gouvernants que pour les citoyens. De surcroît, il est de notoriété que la confiance entre le pouvoir et le peuple demeure le fondement de la légitimité politique. Sans cette valeur cardinale, aucun leader ne peut faire passer ses idées ou ses décisions et aucune coopération internationale bilatérale ou multilatérale n'est possible. Or, c'est par la vérité que la confiance se construit et se consolide. Les notions de conventions, de traités, de chartes, d'accords de paix entre les belligérants, de contrats n'ont de sens que dans un climat de confiance garantie par la lumière de la vérité. C'est aussi le ferment et le ciment de la stabilité politique. N'est-ce pas la vérité comme bonne foi des contractants qui consacre la sainteté et la sacralité du contrat social de Rousseau et, par ricochet, la paix dans l'État et entre les États ? Enfin, la lumière de la vérité rend crédible l'activité politique elle-même. De fait, le vrai dans l'ordre de la pensée rationnelle et le bien dans l'ordre de l'action politique sont comparables à des frères siamois et à des jumeaux homozygotes. C'est parce que la vérité est répudiée et ostracisée du champ politique que l'activité politique a perdu de sa splendeur et de sa

grandeur. Pour nous, la politique ne sera une activité belle, agréable, noble et éminemment humaine que si la vérité l'illumine. A la suite du philosophe des Lumières, nous pouvons proclamer solennellement : « La vraie politique ne peut faire un pas sans avoir d'abord rendu hommage à la morale (...) Il faut que toute politique plie le genou devant le droit » (Kant, 2006 : 123).

Références Bibliographiques

- Arendt Hanna** (1972), *Du mensonge à la violence*, Trad. Guy Durand, Paris, Calman Lévy
- Arendt Hanna** (1972), *Le Système totalitaire*, Trad. J. - L. Bourget, R. Davreu et P. Lévy, Paris, Le Seuil.
- Arendt Hanna** (1983), *Condition de l'homme moderne*, Trad. Georges Fradier, Paris, Calman-Lévy.
- Augustin Saint** (2019), *Sur le mensonge*, Trad. Poujoulat et Raulx, Paris, Libro.
- Bible de Jérusalem** (La) (1991), Trad. École Biblique de Jérusalem, Paris, CERF / VERBUM Bible.
- Descartes René** (1970), *Les principes de la philosophie*, Paris, Gallimard.
- Descartes René** (2000), *Discours de la méthode*, Paris, Librairie Générale Française.
- Engels Friedrich** (1977), *Anti-Dürhing*, Trad. Émile Bottigelli, Paris, Éditions Sociales.
- Engels Friedrich** (2019), *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, Trad. Paul Lafargue, Paris, Éditions Science Marxiste
- Machiavel Nicolas** (1996), *Le Prince* in *Œuvres*, Trad. Christian Bec, Paris, Éditions Robert Laffont.
- Machiavel Nicolas** (1996), *Discours sur la Première Décade de Tite-Live* in *Œuvres*, Trad. Christian Bec, Paris, Robert Laffont.
- Marx Karl** (1996), *Misère de la philosophie*, Paris, Éditions Payot et Rivages.
- Marx Karl** (2008), *Critique du programme de Gotha*, Trad. Sonia Dayan – Herzbrun, Paris, Éditions Sociales, Coll "GEME".
- Kant Emmanuel** (2006), *Projet de paix perpétuelle*, Trad. Jean-François POIRIER et Françoise PROUST, Paris, GF.
- Platon** (1966), *La République*, Trad. Robert Baccou, Paris, Garnier-Flammarion.

Platon (1997), *Apologie de Socrate*, Trad. Luc BRISSON, Paris, GF Flammarion.

Rousseau Jean-Jacques (2019), *Du Contrat social*, Paris, Librio.

Spinoza Baruch (1965), *Éthique*, Trad. C. Appuhn, Paris, Flammarion.

Weber Max (1979), *Le savant et le politique*, Trad. J. Freund, Paris, U.G.E.